

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



mardi 7 janvier 2014

L'ultime carte de « Marianne » : le Front patriotique et populaire

Georges GASTAUD

Notre pays est entré dans la zone des tempêtes : à n'en pas douter, l'an 2014 sera rude pour Marianne, c'est-à-dire pour l'idéal d'une République sociale, souveraine, laïque, démocratique, une et indivisible forgé par la Révolution française, relancé par la Commune et refondé par la Résistance antifasciste. Face à la contre-révolution française qui monte sous diverses formes, chacun sent bien que soutenir Hollande, l'actuel pilote discrédité du Parti Maastrichtien Unique (formé du PS et de l'UMP) qui conduit la désintégration euro-libérale de la République, ou que rallier l'alliance bleue-brune-bleue marine qui agrège souplement les ultras débridés de l'UM' Pen, équivaut pour notre peuple à choisir le « genre de mort » mâtiné de déchéance qui viendrait rapidement clore l'histoire multiséculaire de notre pays.

Alors que le PCF, prisonnier de ses dogmes « euro-constructifs », est empêtré dans ses liens électoraux avec le PS, alors que le Front de gauche se divise et peine à offrir une alternative franchement républicaine, comment unir notre peuple autour du monde du travail pour revivifier les idéaux toujours actuels de 1789, de 1936 et de 1945 ? Comment isoler et neutraliser l'oligarchie financière qui précipite la France dans le reniement et dans la déchéance ?

Le constat : le viol et la mort planifiée de « Marianne »

La très réactionnaire période actuelle donne à tout vrai républicain l'impression cauchemardesque de **visionner à l'envers plusieurs séquences majeures de notre histoire nationale.**

Car c'est bien « à l'envers » que défile actuellement le « film » de Mai 68 et de Juin 36, avec ces confédérations syndicales euro-formatées qui enregistrent placidement les reculs sociaux sans rien tenter de suivi pour fédérer *le tous ensemble jusqu'à la victoire sociale* qu'espèrent les salariés engagés dans des luttes dures. Quand certains ouvriers bretons, trahis par la gauche établie, défilent derrière le MEDEF et quand des employés franciliens réclament le « droit » d'œuvrer le dimanche ; quand le FN et *la Droite forte* rivalisent de xénophobie sous l'œil complice d'un Manuel Valls déchaîné contre les « Roms » ; quand, doublant Marine Le Pen sur sa droite, Jean-François Coppé annonce qu'il gouvernera par ordonnances en utilisant l'article 16 s'il revient au pouvoir – son but non dissimulé étant de *kärcheriser* le « modèle social » français moribond – ; quand le « peuple souverain » se voit imposer *l'Union transatlantique* et le *saut fédéraliste européen* en violation flagrante du Non français à l'euro-constitution (29 mai 2005) ; quand la *métropolisation des communes* et le dépeçage de la *République une et indivisible* au profit des euro-régions sont promus à la fois par le MEDEF*, par les féodalités régionales et par la ministre « socialiste » en charge de l'Etat, comment ne pas voir que **c'est désormais le « film » patriotique et antifasciste de 1945, celui de 1905[1], voire celui de 1789-1794, qui défilent eux aussi à l'envers sous nos yeux effarés ?**

Alimentée par les trahisons sociales de Hollande et par un populisme droitier qui stigmatise « Paris », les « fonctionnaires », les immigrés et les chômeurs de longue durée (traités d'« assistés »), **l'actuelle fronde réactionnaire multiprises, mais favorable aux patrons (« à bas les charges ! ») s'attaque même désormais à certains acquis progressistes antérieurs à 1789** : c'est le cas lorsque, par exemple, l'euro-austérité désosse le ministère de l'Équipement héritier de... Sully[2] ou quand la Loi Fioraso, officialisant la politique pan-européenne de substitution du tout-anglais au français, annule de fait l'Edit de Villers-Cotterêts qui, en 1539, fit du français la langue commune de notre pays ! Du super-

patron Denis Kessler appelant à « *démanteler le programme du Conseil National de la Résistance* »[3] à la Commission européenne, qui dicte à la France l'agenda des contre-réformes exigées par Merkel, **tout se passe comme si nos élites médiatico-financières avaient décidé de mettre un point final à l'histoire de France** ; non sans offrir au bon peuple une série de diversions « sociétales » destinées à détourner les regards pendant que des détrousseurs avides de profits dépouillent les travailleurs, violentent Marianne et bradent la Nation.

La cause du mal, le socle de la future « guérison » : la fin irréversible des compromis français.

Pour stopper ce meurtre à crédit du pays, encore faut-il en saisir les causes profondes.

Au-delà des reniements spectaculaires de la droite et de la fausse gauche, **la défaisance française trouve son origine dans l'évolution des rapports de forces immanents aux capitalismes français et mondial**. Effrayé par la grande grève de Mai 68, avide de maximiser ses profits aux échelles continentale et mondiale, le grand patronat « français » a largement délocalisé l'appareil industriel ; ce faisant, il a massivement déclassé le frondeur prolétariat français dont le grand tort, depuis 1920, était de voter rouge et de soutenir les syndicats de lutte. En réalité, l'« élite » française et son homologue d'outre-Rhin se sont divisés les tâches au début des années 70. A la R.F.A., dont la classe ouvrière était « tenue » par le puissant S.P.D. délesté de la concurrence du PC allemand (interdit !), est revenue la grande industrie, vraie source de la richesse à long terme ; plus médiocrement, « notre » grand patronat s'est recentré sur le tourisme, la finance, le transport, et l'armement... Ainsi ont été créées les conditions (délocalisations et privatisations massives) de l'affaiblissement social du PCF et de la CGT ; ces deux organisations auront d'ailleurs précipité leur déclin – tout en croyant le conjurer ! – en abandonnant à la fois, sous couvert de « modernité », leur culture marxiste, leur fibre patriotique issue de la Résistance et leur soutien de toujours au camp anticapitaliste mondial...

Sur le plan géopolitique, **le mal français s'enracine dans la re-mondialisation du capitalisme qui prépara et accompagna l'implosion contre-révolutionnaire du camp socialiste** ; la réunification capitaliste de l'Allemagne, l'adoption au forceps du Traité de Maastricht, la satellisation germano-américaine de l'ex-Europe socialiste (l'ainsi-dit « élargissement à l'est » de l'U.E.) permirent l'émergence d'une Europe atlantique qui tourne clairement autour de l'*Axe Washington-Berlin*. Ces involutions géopolitiques déstabilisèrent la politique militaire et diplomatique héritée du gaullisme. En l'absence de l'U.R.S.S. et de la R.D.A., qui bridaient mondialement l'Oncle Sam et l'Aigle allemande, le vieil impérialisme français devenait subitement incapable de compenser son affaiblissement structurel découlant de l'hégémonie anglo-saxonne et de l'essor des luttes anticoloniales. En l'absence de confrontation Est-Ouest, la diplomatie française ne pouvait plus jouer les arbitres éclairés des querelles internationales, comme le faisaient encore en leur temps (sur des bases de moins en moins indépendantes et de plus en plus atlantiques) Pompidou, Mitterrand ou Chirac. C'est aujourd'hui Berlin qui domine l'U.E. à l'abri de l'OTAN et qui profite à plein de cette *zone crypto-protectionniste* qu'est en réalité la zone euro-mark. Faut-il s'étonner si de nouveau, préférant le capital allemand à notre peuple (comme s'y complurent jadis *les Emigrés de Koblenz, les versaillais de Thiers et les Munichois* de 1938), **nos élites bourgeoises radicalisent leur choix de défaire la France**, de « reconfigurer ses territoires », de construire « *notre nouvelle patrie, les Etats-Unis d'Europe* »[4], de dissoudre notre langue et notre culture dans le Grand Marché transatlantique, de transformer l'armée française en supplétive de l'OTAN et de chanter sur tous les tons, comme le *Comité des Forges des années trente*[5], les charmes vénéneux du « *modèle allemand* » ?

Doublement terminés, donc, les « *compromis historiques* » de l'après-guerre qui, sur le plan géopolitique, voyaient De Gaulle (fondamentalement ancré à l'Ouest faut-il le dire ?) prendre appui sur l'URSS et sur la Chine pour contenir les États-Unis et qui, sur le plan national, conduisirent la bourgeoisie gaulliste de 1945 à conclure avec le puissant PCF d'alors, fer de lance de la Résistance intérieure armée, le compromis progressiste du C.N.R. : un compromis sur lequel prirent appui les ministres communistes de 1945-47 pour mettre en place à marche forcée les conquis sociaux constitutifs de l'*exception française* (Sécurité sociale, nationalisations, statuts, retraites par répartition, conventions collectives : tout ce dont l'intégration euro-libérale actuelle est la négation directe).

Cela signifie-t-il alors que *les Jours heureux*, promis naguère par le C.N.R., soient à jamais derrière nous ? Cela n'implique-t-il pas tout au contraire que, dans les conditions présentes, la renaissance républicaine de la France passe par une lutte poussée jusqu'au bout – une lutte sans compromis ! – contre l'oligarchie capitaliste ? Avec à la clé, **une nouvelle Révolution française** susceptible de placer enfin « *le monde du travail au centre de la vie nationale* », comme y appelait le programme imparfaitement réalisé du C.N.R. ...

Pour un Front Antifasciste, Patriotique et Populaire (Fr.A.P.P. !).

Des bases existent pour un sursaut vital décisif du peuple français menacé de

mort et de déchéance politique.

D'abord, n'imitons pas cet aliéné qui, ayant perdu ses clés, les cherchait sous un réverbère où elles n'étaient pas (!) sous prétexte que là était la lumière. Certes il serait stupide de *snober* les ouvriers, les paysans et les artisans bretons qui coiffent le bonnet rouge, qui suivent *le Gwen a dû* et qui boycottent hélas les drapeaux rouges et tricolores ; mais il serait franchement suicidaire de *confondre sa droite et sa gauche* au point de croire que le salut du peuple français peut venir de manifs qui diabolisent « Paris », qui revendiquent la quasi-indépendance de la Bretagne (et demain celles de la Corse, du Pays basque, du Roussillon, de l'Alsace... et leur quasi-annexion aux *euro-Länder* transfrontaliers correspondants ?). En réalité, ces « contestataires » soutiennent à leur insu la ministre PS Marylise Lebranchu qui surfe sur la vague identitaire pour accélérer l'euro-régionalisation du pays et promouvoir la funeste « Charte européenne des langues minoritaires et régionales » à la faveur du dangereux « pacte breton ». **C'est à l'inverse la renaissance sociale et républicaine de l'Etat-nation qui permettra la ré-industrialisation équilibrée de notre pays et de ses territoires si divers en prenant appui sur la nationalisation du crédit et des entreprises stratégiques** ; cela exigera à la fois de défendre le français contre le tout-anglais, de promouvoir l'enseignement pluriel des langues étrangères et de traiter nos langues régionales comme le précieux patrimoine culturel de *toute* la nation.

Il ne serait pas moins naïf de s'en remettre aux états-majors syndicaux euro-béats. Depuis deux décennies, ceux-ci ont, tantôt prévenu les revendications patronales avec la jaunissante CFDT, tantôt organisé d'impuissants barouds d'honneur en dénigrant l'idée même de grève générale. N'est-il pas temps qu'au contraire, les syndicats CGT, FSU, FO, qui mènent des luttes dures dans l'isolement, coordonnent leurs luttes pour leur donner un caractère national et interprofessionnel ?

Enfin, comment ne pas voir que le Front de gauche est pour l'heure incapable d'offrir une alternative au « PMU » et à l'*UMP*en parce que M. Laurent s'est arrimé électoralement au PS, et parce que M. Mélenchon continue de prétendre, contre toute expérience, que « *l'Europe est à nous !* » et que « *l'euro est notre monnaie !* » (sic) : ce qui revient de fait à livrer le drapeau de l'indépendance nationale aux usurpateurs du FN... Du reste, MM. Laurent et Mélenchon adhèrent tous deux à la Gauche Européenne, le parti transnational subventionné par Bruxelles pour « *promouvoir la conscience européenne* » des citoyens...

En réalité, **c'est avant tout dans le(s) peuple(s) qu'il faut chercher les forces de résistance et de renaissance** ; et cela pas seulement sur le sol de l'Hexagone...

A l'échelle de l'Europe, l'heure est à fédérer les luttes intenses dont les pays du Sud, que les eurocrates nomment les *PIGS*, sont l'épicentre pré-insurrectionnel. A ce niveau, les travailleurs pourraient prendre appui sur [l'initiative contre l'UE](#), que le PC de Grèce a formée avec d'autres P.C. d'Europe alors qu'un nombre grandissant de PC adhérents au PGE prend position contre l'UE. Comment unir ces forces « rouges » aux forces progressistes qui, contre les libéraux européens, mais aussi contre la social-eurocratie du PSE, rejettent l'euro en ralliant à leur point de vue un nombre croissant d'économistes ?

A l'échelle nationale, **il faut constater que des forces situées à la gauche du PCF [6], se réunissent pour prôner les quatre sorties : de l'euro, de l'UE et de l'Alliance atlantique dans la perspective assumée d'une rupture avec le capitalisme.**

Il faut aussi noter qu'un nombre croissant de mouvements progressistes prennent appui sur le programme du CNR – dont un film récent de Gilles Perret rappelle les contenus terriblement actuels – en associant dans leur visée programmatique la souveraineté nationale et populaire, la nationalisation des monopoles capitalistes, le progrès social, l'antiracisme, sans oublier l'idée de nouvelles coopérations internationales tendant la main à l'Amérique latine, à l'Afrique, au monde arabe et aux « BRIC » dans le but de briser la tenaille germano-atlantique qui broie nos pays, y compris les travailleurs allemands.

Faut-il aller dans la foulée, comme le prônent les tenants d'une radicalité franchement républicaine[7], **appeler à l'abstention citoyenne aux prochaines élections européennes** ? Car cette élection supranationale n'a d'autre enjeu politique, en l'absence d'une vraie différence entre l'eurodroite et la social-démocratie[8], que d'extorquer la caution du suffrage universel pour les euro-diktats antisociaux inspirés par la Table ronde des industriels européens ? Un tel boycott serait une bonne façon, du moins là où n'existe pas une offre électorale progressiste et radicalement euro-critique, de préparer dans les actes l'insurrection citoyenne, à la fois internationaliste et si l'on ose dire, « inter-patriotique » des peuples d'Europe pris en tenaille entre l'extrême droite (qui feint de contester l'UE tout en siégeant à Strasbourg !) et l'euro-consensus des partis « bleus » et de leurs « opposants » roses, verts et rouges clair !

Ancrée sur les classes travailleuses et associant (pour ce qui est de la France) le drapeau rouge au drapeau tricolore coiffé du bonnet phrygien, une stratégie de rupture progressiste avec l'U.E. déboucherait, à l'initiative des forces progressistes, sur de vastes affrontements

nationaux et continentaux avec le grand capital. Loin d'ouvrir une illusoire « *troisième voie* » cheminant paisiblement entre capitalisme et socialisme, ce **front patriotique et progressiste** poserait au contraire cette question centrale : **quelle(s) classe(s) sociales doivent-elles gouverner notre pays rompu ?** L'oligarchie qui casse la nation pour majorer ses profits ou le monde du travail qui la défend pour sauver et élargir les conquêtes populaires ?

La construction de *ce nouveau bloc historique progressiste* (Gramsci) exige une grande bataille d'idées : dès aujourd'hui, réfutons la fausse opposition systématique du patriotisme et de l'internationalisme en montrant que, face à l'euro-atlantisme allié aux national-populismes racistes, **l'heure est à l'alliance du patriotisme républicain et d'un internationalisme prolétaire de nouvelle génération**. Affrontons aussi la sordide équation prétendument 'antitotalitaire' qui amalgame le communisme au nazisme en ignorant que Hitler eût gagné la guerre sans les sacrifices sans égal de l'Union soviétique : nul besoin pour reconnaître cela d'évacuer le débat sur le bilan de l'expérience issue de la d'Octobre 17 : **repousser l'amalgame indécent « communisme=fascisme » signifie seulement que l'on ne sauvera pas les acquis de 1789 – que renie la bourgeoisie actuelle – sans refuser la criminalisation de 1917** : car mettre un trait d'égalité entre le pays de Stalingrad et le Troisième Reich ne sert qu'à banaliser partout ces « meilleurs élèves de la classe anticommuniste » que sont depuis toujours les fascistes.

Conclusion

Construire ce front franchement républicain est une urgence vitale. Alors que des milliers de progressistes cherchent avec angoisse comment briser l'étau de l'UM' Pen et du « P.M.U. » bruxellois, alors que dans le PCF et dans le PG, voire dans les marges du PS et chez les vrais gaullistes, nombre de militants et de citoyens refusent fièrement l'euro-addiction et la hollando-dépendance, alors que d'admirables syndicats de lutte mènent des luttes dures que les confédérations refusent de coordonner, l'heure est à reconstituer dans l'action une **force franchement communiste, un Conseil National de la Renaissance**. Rester dans l'UE et dans l'euro, ce ne serait pas s'en sortir mais... *y rester !*

Pour nous en sortir ensemble, avec la Liberté, l'Égalité et la Fraternité guidant de nouveau le(s) peuple(s), *il faut oser rompre cette prison des peuples qu'est l'U.E. atlantique*. Sans crainte d'allier à nouveau, comme aux Jours heureux de 1936 et de 1945, la *Marseillaise* de l'émancipation nationale et l'*Internationale* de l'affranchissement social.

* *G Gastaud est philosophe, syndicaliste, membre du PRCF, auteur notamment de*

- *Mondialisation capitaliste et projet communiste (1997)*
- *Patriotisme et internationalisme (2010)*
- *Lettre ouverte aux bons français qui assassinent la France (2005)*
- *Sagesse de la Révolution (2008)*

[1] Comme la loi de séparation laïque de l'État et des Églises, l'interdiction du travail dominical date de 1905...

[2] Qu'Henri IV avait nommé « Grand Voyer » de France pour restaurer le réseau fluvial et routier anéanti par les Guerres de religion.

[3] Cf l'édito scandaleux mais révélateur de *Challenges* (nov. 2007), qu'écrivit Kessler en dans l'euphorie qui suivit l'élection de Sarkozy.

[4] Cf le manifeste du MEDEF intitulé *Besoin d'aire* (comment traduirait-on cela en allemand ?) paru en décembre 2011.

[5] Cf Annie Lacroix-Riz, *Le choix de la défaite*, Armand Collin.

[6] Le Pôle de renaissance communiste en France (PRCF), le réseau d'opposants communistes « faire vivre et développer le PCF », le Rassemblement des cercles communistes et d'autres groupes démarqués de la direction du PCF viennent de tenir ensemble [des Assises du communisme](#). En est sorti [un appel à sortir la France de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et du capitalisme](#).

[7] C'est [l'appel qu'ont lancé ensemble à Limoges, le 2 novembre dernier, le Mouvement politique pour l'émancipation populaire \(MPEP\), les Clubs Penser la France et le PRCF déjà nommé](#).

[8] La gauche de la gauche refusant hélas l'euro-rupture ; quant au FN, il ment effrontément sur sa « rupture avec l'euro ». Il suffit de consulter le site du FN pour constater que le FN ne veut pas sortir de l'U.E. et que, s'agissant de l'euro, le FN veut en sortir « de manière concertée » avec les 27 pays européens : ce qui relève de l'utopie ou de l'escroquerie politique !

<http://www.initiative-communiste.fr/articles/luttes/lultime-carte-de-m...>

<http://www.initiative-communiste.fr/articles/luttes/lultime-carte-de-marianne-le-front-patriotique-et-populaire/>

<http://www.legrandsoir.info/l-ultime-carte-de-marianne-le-front-patriotique-et-populaire.html>